



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

cancer du côlon

Question écrite n° 20229

Texte de la question

Mme Ségolène Royal appelle l'attention de M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées sur l'une des plus grandes causes de mortalité en France : le cancer. En l'espace de vingt ans, le nombre de nouveaux cas de cancer a pratiquement doublé en France, passant de 160 000 à 278 000. La France compte plus de 700 000 personnes en traitement et, chaque année, le cancer est responsable de 150 000 décès. Elle s'inquiète plus particulièrement des conditions de mise en place du dispositif de dépistage systématique du cancer colorectal ou cancer du côlon, deuxième cancer facteur de mortalité en France. Pour prévenir ce fléau - 250 000 nouveaux cas sont diagnostiqués chaque année - toute personne de plus de cinquante ans doit pouvoir bénéficier soit d'une coloscopie soit d'un test Hemocult II. En 2002, vingt départements devaient mettre en place un dispositif de dépistage et de prévention de ce type de cancer, pour ensuite être généralisé en 2003 sur l'ensemble du territoire français. Or, ce processus connaît un retard dans son application. Devant cette situation, il devient donc urgent de prendre les mesures indispensables à l'organisation d'un dépistage généralisé et efficace. Un effort particulier devrait être fait en matière d'information du public par les moyens médiatiques appropriés, de sensibilisation et de formation des médecins généralistes et d'implication systématique de la médecine du travail. De plus, le test Hemocult II, le seul à être validé et recommandé par les commissions d'experts nationales et internationales, n'est pas remboursé par la sécurité sociale et le taux de TVA dont il est affecté est de 19,6 %, alors que les médicaments utiles bénéficient d'un taux à 5,5 %. Elle lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que le dépistage de ce cancer soit enfin généralisé. Elle lui demande par ailleurs s'il envisage de faire rembourser par l'assurance maladie le test Hemocult II et à le soumettre à une TVA de 5,5 % et si le Gouvernement envisage une campagne d'information auprès du public concernant le dépistage du cancer colorectal.

Texte de la réponse

S'agissant du taux de TVA appliqué au test Hémocult II, deux taux de taxe sur la valeur ajoutée sont appliqués en France, un taux normal (19,6 %) et un taux réduit (5,5 %). La fixation du taux sur la valeur ajoutée relève de la compétence du ministère de l'économie, de finances et de l'industrie. Le principe et les exceptions au taux de la taxe sur la valeur ajoutée sont prévus par les articles 278 à 281 nonies du code général des impôts. Il ressort de l'article 278 quater du code général des impôts que « la taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux de 5,5 % en ce qui concerne les opérations d'achat, d'importation, d'acquisition intracommunautaire, de vente, de livraison, de commission, de courtage ou de façon, portant sur les préparations magistrales, produits officinaux et médicaments ou produits pharmaceutiques destinés à l'usage de la médecine humaine et faisant l'objet de l'autorisation de mise sur le marché prévue à l'article L. 5121-8 du code de la santé publique, qui ne sont pas visés à l'article L. 281 octies ». Le test Hémocult II est un dispositif médical de diagnostic in vitro. Il se voit appliquer un taux normal de 19,6 % parce qu'il n'entre pas dans le cadre précité et parce qu'il ne bénéficie pas d'une mesure dérogatoire. La fixation du taux sur la valeur ajoutée relevant de la compétence du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, il est conseillé à l'association ANDECACO de prendre contact avec les services de ce ministère pour obtenir un complément d'information. En ce qui concerne l'information du

public sur le dépistage du cancer colorectal et du remboursement du test Hémocult II, l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (ANAES) et les autorités européennes recommandent, pour le dépistage en population générale, la recherche de sang occulte dans les selles dans le cadre de campagnes de dépistage soumises à des conditions strictes de réalisation, comportant une lecture du test Hémocult II centralisée, par des équipes entraînées. L'ANAES recommandait également en 1998 la mise en place d'expériences pilotes avant généralisation. C'est ainsi que la mise en place de ce programme s'effectue dans un premier temps dans vingt-deux départements pilotes sélectionnés par appel à candidature en 2002. Dans les départements choisis, tous les affiliés aux différents régimes d'assurance maladie âgés de 50 à 74 ans seront invités à participer au dépistage. Les modalités de la généralisation de ce dépistage seront fixées au regard des résultats évalués dans ces vingt-deux sites pilotes (accessibilité du test, participation de la population, taux de positifs, taux de coloscopies réalisées, ...). Dans les départements non sélectionnés, le test Hémocult II est en vente libre en pharmacie, mais son utilisation pour le dépistage individuel du cancer colorectal n'est pas recommandée par les experts car la lecture individuelle du test expose à des erreurs d'interprétation. C'est pourquoi le test n'est pas inscrit sur la liste des produits et prestations (LPP) et sa lecture n'est pas inscrite à la nomenclature des actes de biologie médicale (NABM). Sur ces fondements, il n'y a pas de remboursement du test en dehors du dépistage organisé. Ainsi, une communication nationale ne peut être menée sur l'intérêt de la recherche de sang occulte dans les selles par ce test.

Données clés

Auteur : [Mme Ségolène Royal](#)

Circonscription : Deux-Sèvres (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 20229

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 juin 2003, page 4674

Réponse publiée le : 28 juillet 2003, page 6112